

DE ROUBAIX À TOURCOING

La C. S. T. toujours plus forte

Le dernier Comité National l'a montré

Depuis le Congrès de Lyon, c'est l'acte le plus important de la vie confédérale. C'est s'être manifesté cette dernière semaine à Paris.

Les délégués des 14 fédérations nationales départementales devaient connaître l'action générale pratiquée par la C. G. T. sous ses trois aspects principaux: 1. Conférence internationale du Travail de Washington, le Conseil économique du Travail, la défense du Peuple russe contre les armées réactionnaires.

Sur ces trois points, le Bureau Confédéral devait des explications aux délégués des organisations: il les a fournies, à la satisfaction quasi-générale. La minorité syndicale, qui se plaie à occuper une position de critique pure à l'extrême des idées, formulée, contrairement à Washington à la fois des réserves sur les principes et des attaques contre les hommes. De même, en ce qui concerne le Conseil économique du Travail, cette minorité persiste à dire qu'il s'agit de la faire gagner du temps à la bourgeoisie et de retarder ou d'empêcher la venue de la révolution.

A toutes ces critiques et à ces attaques, les votes qui ont souligné les trois points que j'ai indiqués prouvent que les délégués directs de la classe ouvrière entendent la situation nous être formulée en termes de spéculation philosophique et sociologique. La C. G. T. veut réaliser pratiquement. Elle veut soulever et ne pas ajouter des ruines à celles qui existent déjà. La C. G. T. se félicite, bien mieux elle s'honore d'être allée à Washington accroître son prestige moral et sa force matérielle. Le citoyen Albert Thomas, contre qui les attaques sont dirigées parce qu'il a été Officier national, du Travail, est à la fois le chef et le garant du travail et d'honnêteté qui fortifie notre confiance.

A la place d'Albert Thomas, une commission de peçons et de délégués du Gouvernement voulait nous imposer un fou lionnaire anglais. C'est pourquoi nous disons qu'à ce poste une valeur socialiste et une compétence en matière de travail vaut mieux qu'un fonctionnaire altéré dans la papaverose bureaucratique. Albert Thomas est un succès pour la C. G. T.

Le Comité national confédéral a dit: il faut construire. Pour construire, il faut transformer la révolution en la domaine de la production et les méthodes de répartition de la consommation. Pour parvenir à cette révolution constructive, en opposition avec la révolution de machine, il faut associer les syndicats ouvriers avec les groupements coopératifs, avec les associations d'ingénieurs et techniciens, des hommes de savoir scientifique et social, ainsi qu'avec les fonctionnaires organisés. C'est le Conseil économique du Travail constitué par la C. G. T., la Fédération des coopératives, le mouvement des ingénieurs et celui des fonctionnaires. C'est par vertu des décisions du Congrès confédéral de Lyon, ratifié par le dernier Comité national, le Conseil économique du Travail existe aujourd'hui et fonctionne. C'est à lui qu'échoit, dans l'ordre nouveau des choses, la tâche la plus lourde et la plus complexe: définir sous formes précises, l'atelier ramproqué au Gouvernement. C'est lui qui hérite de la situation présente, de la besogne la plus ardue: indiquer rapidement des solutions solides aux crises que nous vivons, dont les plus urgentes sont celles du combustible, des transports, la reconstruction des régions dévastées et la situation financière du pays.

Pour diriger l'une et l'autre de ces deux missions, le Conseil économique du Travail a nommé un comité directeur qui centralise le travail de neuf commissions qui se sont réparties les questions à traiter. C'est lui qui organise les séances. Réuni mardi soir à Paris, dans une salle de la Fédération des Coopératives, le Conseil économique du Travail a fixé d'une manière définitive son fonctionnement: il a désigné pour les neuf sections dix-huit secrétaires qui formeront une sorte de commission de répartition du travail, et ce par ces dix-huit secrétaires, par les rapporteurs que le Comité de Direction connaît les solutions et projets proposés pour les graves problèmes de l'heure. Ainsi, la C. G. T. va se trouver bientôt en présence de propositions mises au point pour la nationalisation des chemins de fer, pour celle des mines, pour celle de la marine marchande. La même méthode sera appliquée aux autres questions.

C'est alors que la C. S. T., au lieu d'engager son action dans le doute, dans l'incertain, elle l'engagera sur des choses solidement établies et capables d'être réalisées.

En 1914, un crime fut commis à Drocourt

Deux gardes-champêtres amateurs furent tués par des maraudeurs

Dans les premiers mois de la guerre, en août et septembre 1914, de nombreux vols de pommes de terre étaient signalés journellement dans les champs environnant Drocourt. Accompagné de deux voisins, les amis des bouillottes et de Mme Amélie, un ouvrier mineur, Yandame Cyrille, organisa un service de surveillance dans les champs situés entre Beaumont et la ligne de Lens et Arras.

Le 2 septembre, en faisant une ronde nocturne, les deux amis trouvèrent couchés dans un enclos, auprès de sacs remplis de pommes de terre, trois individus, qu'ils inspectèrent en vain. Yandame, qui était armé d'une fourche, porta un coup à l'un des inconnus. Devant l'autre à coups de battoires, tandis que le troisième maraudeur s'enfuyait à toutes jambes. Après avoir couru une cinquantaine de mètres, celui-ci s'arrêta soudain, tira plusieurs coups de revolver dans le groupe et disparut.

Profitant du désarroi, les deux autres maraudeurs s'enfuirent également, tandis que le garde-champêtre, Lecerf, habitant non loin de là, attiré par le bruit des détonations, accourait sur les lieux de la rixe.

Quand il arriva, il trouva Yandame auprès des cadavres de ses deux compagnons, qui, blessés mortellement, venaient de succomber. Yandame ne put donner aucun indice permettant de retrouver la trace des assassins. D'après lui, toutefois, un des maraudeurs avait porté la trace du coup de fourche qu'il lui avait porté dans le renard; renseignement était faux et n'amena aucun résultat sérieux.

Les assassins

Prévenus le 15 septembre 1914, par le parquet d'Arras, M. Benoit, alors sous-chef de la brigade mobile et Victor Vasseur, se livrèrent à une enquête locale et laborieuse en vue de retrouver les coupables. La bataille de Douai batteit alors son plein. Leurs investigations, couronnées de succès, amenèrent l'arrestation de trois individus: Maurice Leques, Pierre Cornéli et Thomas Legras. Au cours des perquisitions opérées à leur domicile, ils découvrirent divers objets et les inculpés ne purent pas leur expliquer l'origine de ces objets, ni la prison d'Arras, ils furent ensuite transférés, à la raison des mouvements du front, successivement à Arras, Saint-Pol et Paris, l'un d'eux, Legras Thomas, fut relâché pour accomplir son service militaire au front. Au cours de l'information, ce dernier reconnut avoir tiré et accusé Cornéli d'avoir fait feu le premier. Celui-ci nia obstinément.

En Cour d'assises

L'épilogue du crime vient de se dérouler devant les assises de la Seine.

Dans une audience remplie de débats mouvementés, les auteurs reconnus coupables furent condamnés: Legras Mathieu, à 5 ans de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour, et Cornéli Pierrel, à 3 ans de prison, 20 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour. Le troisième inculpé, Legras Thomas, est acquitté.

Allô! on nous demande

Depuis quelque temps, écrit le "Daily Mail", les opérateurs de T. S. F., dans le monde entier, ne cessent de recevoir signaux absolument intelligibles venant de mystérieux endroits. De points situés bien au delà de la couche atmosphérique terrestre.

On en a vu un représentant du "Daily Mail". M. Marconi a déclaré que "Daily Mail" mystérieux signaux n'a pu jusqu'ici être déterminés.

Croyez-vous, lui a demandé le journaliste, qu'il s'agisse d'une tentative faite par les habitants d'une autre planète pour communiquer avec la terre?

M. Marconi a répondu: "Je n'ai aucune hypothèse. Tout est possible."

Encore les explosifs

UN OBUS ÉCLATÉ. — SEUX TRAVAILLEURS TUÉS. — SIX BLESSÉS GRAVEMENT.

Depuis quelques jours, des travailleurs français des mines exploitées dans la région de Cléry (Somme) à l'explosion des obus des soldats tués au cours de la guerre.

Après le crime d'Asnières

LE MORT EST IDENTIFIÉ. L'ASSASSIN EST ARRÊTÉ.

CHIFFRES PROBANTS

Sous un jour encore terne, la renaissance économique du Nord s'affirme avec une vitalité croissante

Malgré les lourdes difficultés apportées au grand effort de relèvement du Nord par la crise obstinée des transports, la pénurie chronique de charbon, brisures des dans de travail, et un régime déshabillé d'avances au compte-gouttes, la vie économique se développe avec un admirable vigueur, dans nos contrées sacagées et abattues par la guerre.

Les résultats tangibles et visibles sont loin de répondre à toutes les espérances enflammées par la joie vibrante des premiers jours de la délivrance, mais ils n'en sont pas moins réconfortants et alimentent des leurs de redouble d'espérance dans la noirceur des horizons lointains.

En dehors des constatations que chacun peut faire dans son entourage, des statistiques officielles nous fournissent, par l'éclaircie de chiffres, la preuve incontestable des vives pulsations de notre pays, en labeur assidu de résurrection.

Les plaies affreuses ouvertes par la guerre dans le châtir palpitant du corps social se cicatrisent peu à peu; un sang généreux et vitalifiant fait disparaître, par une abondante transfusion, les traces morbides de l'anémie et le travail réparateur efface l'horreur des ravages accomplis.

Sans se montrer d'un naïf et béat optimisme, il est permis d'espérer que nos cités pitoyables et meurtries, seront libérées, dans un avenir prochain, du lourd boulet du chômage, coëteau et déprimant, et pourront se lancer résolument, avec l'aide assurée de toutes les énergies des vailleuses, dans la voie des productions prospères.

Le Bulletin de l'Office central de placement, institué au Ministère du Travail, nous en apporte le ferme espoir, basé sur une solide démonstration de chiffres. Ceux-ci viennent d'appuyer du sentiment général, qui n'a jamais douté de la résurrection de notre pays.

Au cours de l'année qui vient de finir, les Offices départementaux et régionaux ont effectué un total de 363.763 placements, contre 326.613 en 1918.

La reprise du travail s'affirme par une progression constante. Elle est surtout sensible si l'on regarde les seuls placements masculins effectués au cours de l'année janvier 1919, contre 77.000 en Décembre dernier, soit une augmentation de 16 pour cent.

Le Nord a fourni aux Services de la Reconstitution 21.460 travailleurs et le Pas-de-Calais 595.

Sur un total de 133.000 démobilités pourvus d'un emploi par les Offices publics, celui du Pas-de-Calais en a placé 13.000, ce qui représente en rapport avec leurs aptitudes physiques et professionnelles à 600 mutilés de la guerre.

Depuis le début de 1920, la vitalité industrielle de notre région accuse des progrès rapides et incessants.

Une semaine dernière, le Bureau de la rue Brûle-Maison a effectué 321 placements, soit une augmentation de 113 sur la semaine précédente.

Dans le Pas-de-Calais, pour la même période, les chiffres s'élevaient à 55.

Ces chiffres apparaissent peut-être bien faibles en présence du grand nombre de bras en chômage dans nos villes et nos campagnes.

Ils établissent néanmoins la preuve incontestable de la renaissance de notre activité économique.

Chômage forcé

Il n'est pas sans intérêt de signaler que parmi les 11.517 ouvriers placés, la semaine dernière, par les Offices ministériels, figurent 1.850 étrangers, dont 849 Italiens, 388 Portugais, 356 Espagnols, 60 Maltais, 50 Algériens, 35 Grecs, 10 Polonais et 88 de nationalités diverses.

452 de ces exotiques sont venus travailler dans nos régions libérées.

Cette importation de main-d'œuvre étrangère ne manquera pas de surprendre l'opinion, en présence de la pléthore de chômeurs français qui s'étale encore dans une léthargie au milieu de champs fertiles, sur le marché du travail.

16.370 demandes d'emploi, émanant de nos nationaux, n'ont pu être satisfaites, à la fin des opérations de la semaine du 18 au 25 janvier.

Cette information officielle prouve que la fa-

UN BANQUET en l'honneur d'Eugène Guillaume

A Paris, à la Taverne de Nansau, a eu lieu, hier soir, un banquet offert à M. Eugène GUILLAUME, rédacteur en chef du "Réveil du Nord", récemment promu chevalier de la Légion d'honneur, pour les motifs suivants:

« Cinq ans de collaboration distinguée dans la presse, quatre ans de service militaire, dont dix-huit mois de campagne contre l'Allemagne; membre de la Commission de Ravitaillement des pays envahis; A rendu des services les plus éminents pendant la guerre pour le ravitaillement des populations du Nord ».

« On sait qu'Edouard DELESALLE, fondateur du "Réveil du Nord" a été dévoué corps et âme à cette organisation; l'association des pays envahis, coupé par laquelle il s'adjoignit Eugène GUILLAUME, DELESALLE disparut et Eugène GUILLAUME assumait la tâche qui lui avait été confiée par le fondateur du "Réveil du Nord". GUILLAUME se montra à hauteur de la situation. »

« En toutes circonstances, il se mit à la disposition de nos infortunés compatriotes du Nord et du Pas-de-Calais. « Rendit service à tous, sans distinction de parti; de confession » telle était la devise d'Eugène GUILLAUME.

C'est pourquoi, hier, un banquet tout amical et intime lui était offert.

On remarquait: MM. GOBLET, René LEFÈVRE, ESCOFFIER, PASQUAULT, COUTEAU, SAINT-VENANT, députés du Nord; Raoul ERVARD, MAES, députés du Pas-de-Calais; LE ROY et GUISLAIN, anciens députés du Nord; DEMOS, ex-conseiller général; Paul ROUZÉ et CARLIER, entrepreneurs à Lille; DEFIOT, directeur de la préfecture de police; Henri GUILLAUME, architecte à Paris; Léon GOBERT, Marcel DESCHAMPS, CRINOUE, DELABRE, SARDORGE, journalistes; André FAGE, OLLAS, du Comité Commercial du Nord; MAX, secrétaire général de l'Union des Comités départementaux des réfugiés; CABREZ, secrétaire général du Comité des Réfugiés du Nord; WALON, vice-président.

S'étaient excusés: MM. PLET, BOUSSAUD, MACARIE, LAVITTEVILLE, Maurice GRONIER, Jean HENRY, Jules DUFOIS, Edmond WEISS, DUCROCO, LOUCHEUR, BERTHEZ, BUISSSET, HAYEB, DEHOVE, FREGAUX frères, VANCAU, WENZBERGHE, GAILLY, BASLY, DEMARTRES.

Au cours du banquet, plusieurs discours furent prononcés.

M. WALON, parlant au nom des gens du Nord, et GOBERT, au nom de la Presse, dirent notamment combien les conférences, les amis de GUILLAUME et les habitants de notre région applaudissent à la distinction dont vient d'être honoré le rédacteur en chef du "Réveil du Nord".

Marché DESCHAMPS.

AUX CONSEILS DE GUERRE HONNEUR

Un Lillois dénonça à Douai

Il fera dix ans de travaux forcés

Dans son audience d'hier, le troisième Conseil de guerre a prononcé une grave affaire de dénonciations reprochées à un sieur Triboulet Victor, plongeur, demeurant 2, rue Steppaet, à Lille, et qui, bloqué à Douai en octobre 1914, comme soldat appartenant au 66 R. I. T., aurait dénoncé différents prisonniers qui lui avaient donné asile, ainsi que des soldats français, déshabillés, cachés comme lui dans la ville.

Il prescrivit au juge d'instruction de faire en cinq points les faits principaux, savoir:

1. D'avoir signalé, en août 1917, Mme Sarrazin Marie, et son fils, 7, rue Notre-Dame-des-Wetz, à Douai, comme ayant logé, nourri et procuré des faux papiers d'identité sachant qu'il était soldat français, ce qui valut à ces derniers une condamnation à trois ans de prison qui fut, par la suite, réduite à deux ans.

2. D'avoir dénoncé M. Gaston Valentin, pharmacien, 8, rue de la Cuve-d'Or, à Douai, qui lui avait donné des vêtements et des vivres, et qui fut de ce fait emprisonné pendant quatre jours.

3. D'avoir signalé au boches M. Jules Debot, 16, rue de l'Arrière-Croix, à Douai, comme sergent français caché à Douai, ce qui valut à ce dernier un mois de détention.

4. D'avoir dénoncé M. Lucien Delloir, horticulteur, 10, rue de l'Arrière-Croix, à Douai, comme étant un sous-officier du génie français, et qui fut de ce fait condamné à cinq ans de travaux forcés.

5. Et enfin, d'avoir signalé M. Arthur Seda, horticulteur à Wagnonville, comme sergent du 3e régiment, ce qui lui valut une condamnation à dix ans de travaux forcés, réduite à trois ans.

L'affaire était importante, mais le conseil n'avait pas couronné nos armes, les dénonciations reprochées à Triboulet auraient pu avoir de graves conséquences pour ceux qui en avaient été l'objet.

A l'audience, tous les témoins maintinrent leurs précédentes déclarations et furent unanimement reconnus coupables de la dénonciation.

Le dernier, pour se disculper, prétendit qu'il accusé d'espionnage par les boches, au moment de son arrestation, le 19 août 1917, et menacé d'être fusillé, s'il ne déclarait avoir travaillé pour des personnes pour justifier de sa qualité de soldat français.

M. le procureur général, commissaire du Gouvernement, poursuivit un implacable réquisitoire, demandant au Conseil l'application rigoureuse de l'article 205 du C. J. M., et s'appuya sur les motifs suivants:

M. Triboulet, qui assumait la lourde tâche de défendre Triboulet, fit un éloquent appel à la clémence des juges, qu'il supplia de ne pas être implacables, et tenant compte de ses déclarations de son client et de l'honorabilité de sa famille.

M. le conseil, présidé par M. le colonel Carot, après un quart d'heure de délibération, rendit en séance avec un jugement affirmatif sur les cinq chefs d'accusation; en conséquence Triboulet a été condamné à dix ans de travaux forcés et à la peine accessoire de dix années d'interdiction de séjour.

Casellari et son "Sphinx"

L'ex-lieutenant Casellari a subi hier un nouvel et long interrogatoire en présence de son défenseur au cabinet du capitaine Constant sur la constitution de sa société "Le Sphinx" et sur les motifs qui l'amenèrent à prendre comme commanditaires Thumerli, Chapuis et Desrousseaux, les célèbres trafiquants d'or.

Encore des Emboches

Le nommé Debart René, de Boussies près Maubeuge, a été arrêté en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par le 3e Conseil de guerre et incarcéré à la citadelle, pour intelligences avec l'ennemi.

Le jugement de Wiat

Les débats de l'affaire Wiat contrairement à ce qui a été annoncé, n'auront pas lieu à la fin de la citadelle mais à l'Hôtel des Casseurs.

Des Pôilus qu'on boule

Ce sont Picot Jean du 43e R. I. et Dupuis Henri qui ont été écroués hier pour rebelle et outrage aux agents de la force publique.

Comment fut opérée à Nico l'arrestation de Martinage

C'est au Majestic-Palace de Nico qu'a été opérée l'arrestation de Léon Martinage, commerçant roubaillais, nous avons annoncé l'inculpation de trafic avec l'ennemi.

Martinage était arrivé dans notre ville, il y a un mois environ, avec toute sa famille, composée de sa femme et six enfants et d'un domestique de papiers.

La famille Martinage s'installa dans un des plus grands hôtels du quartier de Cimiez, où elle occupa de somptueux appartements, ainsi que le lui permettait sa fortune, évaluée à 30 millions.

Samedi soir, tandis que Martinage descendait dans la superbe limousine avec laquelle il venait sur la côte d'Azur, M. Ménérier, chef de la sûreté, s'approcha de lui, et lui demandant de vouloir bien l'accompagner jusqu'à son bureau, et le riche "industriel" s'inclina.

M. Ménérier, accompagné de M. Ménérier, chef de la sûreté, s'approcha de lui, et lui demandant de vouloir bien l'accompagner jusqu'à son bureau, et le riche "industriel" s'inclina.

Notons croisons savoir qu'il va confier ses intérêts à M. Henri-Robert.

Mort en chantant

Vienna, 28 janvier. — Le banquet des vignerons de Szeysand, servi à l'Hôtel du Sanatorium, s'est terminé de façon tragique.

Le père Vernay, 65 ans, venant, au dessert, de chanter gaiement sa chanson.

Comme il achevait, au milieu des applaudissements, le dernier vers, il s'est écroulé sur sa chaise, frappé d'une embolie.

Tous les soirs furent inutiles.

UN "SACRÉ ROUPILLON"

Charlesville, 28 janvier. — Le 12 janvier, M. René Porche, inspecteur de police, venait de Bordeaux prendre son poste à Mézières. Il reçut l'hospitalité la nuit dans une des chambres aménagées pour les délégués venus aux élections départementales dans les baraquements de l'hôpital militaire, 19. Le lendemain soir, il disparut.

On le crut retourné à Bordeaux pour y chercher sa femme. Mais, au bout de huit jours, il n'avait pas été vu.

Le commissaire de police, Eloy, n'avait reçu aucune nouvelle. Les recherches entreprises restèrent vaines. On craignait un crime ou un accident quelconque.

Or, avant hier soir, très tard, M. Porche se retrouvait à son poste, sans dire, lui-même dans la chambre de créancier pénitent, où, revenu à 15 heures, il avait dormi douze jours, séparé du monde par la porte qu'il avait fermé à clé et que personne dans l'hôpital n'avait pu ouvrir. Il appartint à son réveil, dans un état lamentable, et était le premier stupéfié de son aventure. On ne croit pas jusqu'ici être en présence d'un cas d'insomnie chronique. Le dormeur obstiné va aussi être que possible.

Le Président de la République Française a remis la Croix de Guerre à Furnes, Nieupoort, Dixmude et Ypres.

Dunkerque, 28 janvier. — Le train présidentiel arriva à Dunkerque à 7 heures, et se plaça sur la première voie.

Celui qui était venu pour voir le chef de l'Etat on le dévota. M. Poincaré, en effet, n'est plus sorti de son wagon-salon.

M. Poincaré, qui était arrivé la veille, venant de Calais, l'ont rencontré le maréchal Dunckerque, M. Terquem, et M. de Lavenay, qui plus place dans un des wagons-salons et à huit heures et quelques minutes, le train présidentiel quittait Dunkerque faisant route sur la Belgique.

A Furnes la mutilée

Furnes, 28 Janvier. — Le train présidentiel est arrivé ce matin, à 8 heures 30, à Furnes. M. Poincaré, suivi de M. Millerand, du maréchal salués à sa descente du wagon par les habitants de la ville.

Le général Delacroix, président du Conseil de mance, ministre des affaires étrangères, le maréchal comte Jean de Mèrode; M. de Marceville, ambassadeur de France à Bruxelles, et l'ancien militaire de France à Bruxelles. Deux étudiants remplaçaient le bourgmestre malade.

Le roi qui était parti de Bruxelles à 4 heures 45, est arrivé à Furnes à 7 heures 45; il portait la petite tenue de général.

Le roi et le président de la République, après avoir passé la revue de la compagnie d'honneur, se rendent à pied sur la Grand-Place. Là, le temps couvert, la population massée sur le parsonnement à toute voix, toutes les maisons sont pavées aux couleurs franco-belges.

Lorsque le cortège, précédé par des sociétés aux drapeaux et musique parvenant sur la Grand-Place, les enfants de la commune, le général Delacroix, président du Conseil de mance, ministre des affaires étrangères, le maréchal comte Jean de Mèrode; M. de Marceville, ambassadeur de France à Bruxelles, et l'ancien militaire de France à Bruxelles. Deux étudiants remplaçaient le bourgmestre malade.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.

M. Poincaré prononce quelques paroles qui provoquent l'émotion de tous les assistants.

M. Poincaré rappelle que les Allemands ont tenté de vaincre la Belgique par une agression préméditée, au mépris des traités, leur agression contre la Belgique et dans quelles conditions de bravoure leurs menaces furent mises à exécution. Il évoque les combats héroïques de la guerre mondiale et du 22 août 1914 où fut remis l'immense territoire de la Belgique.

Le roi, accompagné par un tableau des souffrances de la Belgique envahie, rappelle le rôle de la Belgique, l'altitude admirable des cités qui se dressent au-dessus de la mer.